
Ordre du jour provisoire

Cote du document: EB 2026/147/R.1

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 11 mars 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à adopter l'ordre du jour provisoire de sa cent quarante-septième session, tel qu'il figure dans le présent document.

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe du Service de la gouvernance et des relations avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Ordre du jour provisoire de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-septième session du Conseil d'administration se tiendra le mercredi 22 avril au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. La session aura lieu de 10 heures à 17 h 30, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

- I. Points pour examen en séance
- II. Points mis en ligne pour information

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points présentés pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Programme de travail de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un programme de travail sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce programme de travail ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour provisoire

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2026/147/R.1) [A]
3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen
 - a. Proposition de don au titre du guichet dons au secteur privé en faveur de PEBCo-BETHESDA Plc pour une microfinance inclusive tendant à renforcer les moyens de subsistance et leur résilience (EB 2026/147/R.2)

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. Acumen Climate Action Pakistan: promouvoir les petites et moyennes entreprises agricoles résilientes au climat (EB 2026/147/R.3)

c) Questions financières [A]

- i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025 (EB 2026/147/R.4)

d) Questions de gouvernance [A]

- i. Mémoire d'accord entre le FIDA et trois instituts français de recherche: CIRAD, INRAE et IRD (EB 2026/147/R.5)

4. **Débat stratégique avec le Président du FIDA – La collaboration du FIDA avec le secteur privé : retours d'expérience et perspectives d'avenir** (EB 2026/147/R.6) [E]

5. Questions institutionnelles [I]

- a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA

6. Questions opérationnelles [E]

- a) Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Mexique (EB 2026/OR/1 + Add.1)

7. Questions d'évaluation [E]

- a) Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 (EB 2026/147/R.7 + Add.1)
- b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP)
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Mexique (EB 2026/OR/2)

8. Questions financières [A]

- a) Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit (EB 2026/147/R.8)

9. Questions de gouvernance [A]

- a) Procédure simplifiée d'approbation des mémorandums d'accord et autres accords analogues (EB 2026/147/R.9)

10. Questions diverses

II. Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent trente-deuxième session du Comité de l'évaluation (EB 2026/147/R.10)
- b) Procès-verbal de la cent quatre-vingtième réunion du Comité d'audit (EB 2026/147/R.11)

12. Rapport sur le lancement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2026/147/R.12)

13. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2026/147/R.13)

14. Rapport sur la visite de pays 2025 du Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou (EB 2026/147/R.14)

15. Rapport annuel 2025 sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance (EB 2026/147/R.15)

16. Rapport annuel sur les activités du Bureau de la déontologie du FIDA en 2025 (EB 2026/147/R.16)

17. Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2025 (EB 2026/147/R.17)

18. Rapport d'information relatif à la durabilité pour 2025 (EB 2026/147/R.18)

19. Accord de coopération entre le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement et le FIDA (EB 2026/147/R.19)

20. Avant-projet d'ordres du jour provisoires des cent quarante-huitième et cent quarante-neuvième sessions du Conseil d'administration (EB 2026/147/R.20)

III. Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour provisoire annoté

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour provisoire figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il en a reconduit l'usage en session, à titre permanent cette fois. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

a. **Proposed grant under the private sector to PEBCo-BETHESDA Plc for Inclusive Microfinance for Resilient Improved Livelihoods**

The document will present a proposal for a technical assistance grant using supplementary funds to PEBCo-BETHESDA in the Republic of Benin, which complements the IFAD non-sovereign operation loan of EUR 3 million. The grant is financed by the Investing in Livelihood Resilience and Soil Health in African, Caribbean and Pacific Countries programme, which is funded by the European Union and implemented by IFAD. The purpose of the grant is to strengthen environmental, social and governance and Social, Environmental and Climate Assessment Procedures systems; support the digitalization of credit processes; and improve management information system tracking, monitoring and evaluation, and reporting to enhance inclusive rural finance outreach to poor women, men and young people in rural and peri-urban areas.

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. **Acumen Climate Action Pakistan: Building Climate-Resilient Agricultural Small and Medium-Sized Enterprises**

Le document présentera une proposition visant à financer une nouvelle opération non souveraine through an equity investment in Acumen Climate Action Pakistan (ACAP), funded by the Private Sector Trust Fund. The purpose of the project is to strengthen climate resilience within Pakistan's agriculture sector, with a focus on small-scale farmers. ACAP will invest in early-growth and growth-stage agribusinesses with scalable, climate-resilient business models that integrate small-scale farmers into productive and sustainable value chains.

c) Questions financières [A]**i. États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2025**

L'article XII du Règlement financier du FIDA prévoit que les états financiers audités du Fonds sont soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa première session de l'année. En conséquence, les états financiers du FIDA pour 2025, le rapport du commissaire aux comptes et l'attestation indépendante du commissaire aux comptes sur le contrôle interne de l'information financière, accompagnés d'une déclaration de la direction, seront présentés au Conseil d'administration pour examen et approbation, puis seront soumis à la cinquantième session du Conseil des gouverneurs pour information. En application de la section 11 de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, les états financiers seront inclus dans le Rapport annuel 2025 du FIDA.

d) Questions de gouvernance [A]**i. Memorandum of understanding between IFAD and three French research institutes: CIRAD, INRAE and IRD**

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un Mémorandum d'accord entre le FIDA et the following French research institutes: the Centre for International Cooperation in Agricultural Research for Development (CIRAD); the National Research Institute for Agriculture, Food and the Environment (INRAE); and the National Research Institute for Sustainable Development (IRD).

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – IFAD's private sector engagement: Lessons and the way forward [E]

In the context of the launch of the Consultation on the Fourteenth Replenishment of IFAD's Resources (IFAD14), this paper seeks to foster a strategic discussion on innovative ways to increase partnership with the private sector and use development finance to promote synergies between public and private sector investments in the rural sector, in line with the IFAD Private Sector Operational Strategy and the Non-Sovereign Operations Investment Strategy. The paper reviews IFAD's experience in engaging with the private sector and sets out areas where IFAD proposes to strengthen its work going forward, within the framework of these strategies.

5. Questions institutionnelles [I]**a) Déclaration de l'Association du personnel du FIDA**

Comme convenu à la cent trente-quatrième session du Conseil d'administration, le Comité exécutif de l'Association du personnel du FIDA présentera au Conseil d'administration une déclaration sur les questions intéressant le personnel.

6. Questions opérationnelles [E]**a) Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)****i. Amérique latine et Caraïbes****a. Mexique**

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui

concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, ce qui est le cas du Mexique, seront examinés en séance officielle par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

7. Questions d'évaluation [E]

a) Évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12

L'évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12 s'intéresse à la pertinence, à la cohérence, à l'efficacité et à l'efficience des changements intervenus dans le modèle opérationnel du FIDA par suite des engagements pris au titre des reconstitutions des ressources et des cibles fixées dans le cadre des Onzième et Douzième reconstitutions des ressources du FIDA. Le rapport présente les constatations et les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation, assorties d'un additif contenant la réponse de la direction du FIDA, également soumis à l'attention du Conseil.

b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]

- i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. Mexique

Le Conseil d'administration sera appelé à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour le Mexique.

8. Questions financières [A]

a) Cadre pilote relatif aux garanties partielles de crédit

This document will present the context and rationale for the partial credit guarantee instrument, along with a proposed set of interim principles and operational modalities to guide its implementation during the pilot phase. The pilot will cover the remaining years of the IFAD13 cycle and the first 18 months of IFAD14, ending in June 2029.

9. Questions de gouvernance [A]

a) Streamlined procedure for the approval of memorandums of understanding or similar agreements

This document will present a proposal for a streamlined approval procedure for memorandums of understanding or similar agreements with no legal and financial implications, aimed at ensuring agility in responding to opportunities while safeguarding the oversight role of the Executive Board.